

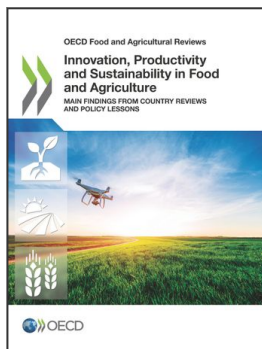
Principales conclusions

Une grande variété de politiques influence l'innovation, la productivité et la durabilité du secteur agricole et alimentaire. Les leçons pour l'action publique suivantes sont tirées d'une série d'examens de pays membres de l'OCDE et d'économies émergentes qui considèrent comment améliorer la performance du secteur sur le long-terme en termes de productivité et de durabilité.

- Tous les pans de l'action publique sont importants : il est indispensable d'améliorer la cohérence et la transparence des politiques pour instaurer un climat de confiance et rendre l'action publique plus efficace et efficiente dans le secteur agricole et alimentaire.
- Il faudrait que les stratégies déployées par les pouvoirs publics tiennent compte de l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement alimentaire, car il est nécessaire d'améliorer la productivité et la durabilité à chaque étape et que les parties prenantes travaillent de concert.
- De l'exploitation agricole à l'assiette du consommateur, les acteurs doivent avoir un avantage économique à innover et améliorer la productivité ainsi que la performance environnementale. Pour tirer parti des opportunités offertes par le marché, il est essentiel que les marchés fonctionnent correctement et que l'on dispose de cadres d'action et réglementaires solides.
- L'amélioration du cadre d'action passe en premier lieu par une mise en retrait des mesures qui encouragent les agriculteurs à continuer d'exercer des activités non compétitives et peu rémunératrices, qui nuisent à l'environnement, brident l'innovation, ralentissent l'évolution structurelle et intergénérationnelle et affaiblissent la résilience. La politique agricole devrait ensuite s'attacher à mettre en place des mesures de nature à améliorer la productivité et la durabilité du secteur à long terme.
- Il est nécessaire d'améliorer la gouvernance des systèmes d'innovation agricole, par exemple en établissant une stratégie à plus long terme, en consultant les parties intéressées de façon précoce et fréquente, en précisant le rôle des différentes organisations, en améliorant la coordination entre les organismes de recherche et avec les autres institutions, et en définissant des procédures permettant de mener des évaluations exhaustives.
- Il est important de resserrer les liens au sein du système d'innovation agricole et entre la recherche et le développement (R-D) et l'assistance technique, ainsi qu'avec les activités de R-D menées dans d'autres secteurs, notamment en créant des conditions propices à la coopération dans le domaine de la recherche et à la participation à des réseaux.
- Le financement public de la R-D agricole est primordial pour l'ensemble du système. Il devrait fournir des financements stables au service des infrastructures

du savoir, renforcer la recherche comportant une dimension de bien public et apporter un complément à la recherche privée.

- Les pouvoirs publics devraient contribuer à renforcer le financement privé de la R-D et promouvoir les partenariats public-privé afin d'accroître l'impact des financements publics, par exemple en faisant respecter les droits de propriété intellectuelle et en soutenant l'innovation et la recherche dans les domaines où l'investissement est insuffisant.
- Il y aurait lieu en outre pour les pouvoirs publics de faciliter la coopération internationale dans le domaine de la R-D et de l'innovation, notamment en encourageant les échanges d'étudiants et de personnel, la mise en commun d'infrastructures de recherche et la participation à des projets et réseaux d'envergure internationale.
- Pour faciliter l'adoption de l'innovation, les pouvoirs publics devraient faire en sorte que diverses sociétés de services aussi bien publiques que privées se fassent concurrence au sein de systèmes de vulgarisation et de conseil agricole complets, qui englobent notamment la gestion de l'exploitation, l'utilisation durable des ressources et l'anticipation des risques et du changement climatique.
- Il est nécessaire de disposer d'informations plus précises et d'analyses plus poussées pour faciliter la prise de décision et améliorer l'action publique. Les messages visant à favoriser l'acceptation de la réforme et de l'innovation peuvent également y gagner en efficacité.



Extrait de :

Innovation, Productivity and Sustainability in Food and Agriculture

Main Findings from Country Reviews and Policy Lessons

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/c9c4ec1d-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2019), « Principales conclusions », dans *Innovation, Productivity and Sustainability in Food and Agriculture : Main Findings from Country Reviews and Policy Lessons*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/b0830984-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.